



Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Maniwaki | 83065 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Dinah Ménard, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Maniwaki pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature  Date 14 septembre 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	3
État consolidé de la situation financière	4
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État consolidé des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	7
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	23
Situation financière par organismes	24
Charges par objets	25
Excédent (déficit) accumulé	26
Avantages sociaux futurs	30

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	37
Analyse des charges consolidées	49

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil de la VILLE DE MANIWAKI

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE MANIWAKI (l' « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE MANIWAKI au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE MANIWAKI inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



LANGÉVIN GRONDIN, CPA INC.

PAR MARIE-CLAUDE GRONDIN, CPA AUDITEUR, CA

Maniwaki, le 14 septembre 2021

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	5 642 000	5 530 926	5 359 631
Compensations tenant lieu de taxes	2	752 000	688 282	638 235
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 616 000	2 740 098	1 802 939
Services rendus	5	770 000	728 766	1 100 371
Imposition de droits	6	80 000	106 306	163 949
Amendes et pénalités	7	40 000	43 079	39 137
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	100 000	100 716	118 666
Autres revenus	10		13 537	(116 023)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	9 000 000	9 951 710	9 106 905
Charges				
Administration générale	14	1 634 600	1 701 560	1 615 495
Sécurité publique	15	982 900	1 099 610	945 673
Transport	16	1 448 500	1 824 137	2 070 309
Hygiène du milieu	17	2 119 200	2 830 167	2 667 493
Santé et bien-être	18	81 500	55 959	69 429
Aménagement, urbanisme et développement	19	233 300	255 017	342 707
Loisirs et culture	20	1 676 200	1 495 773	1 617 171
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	155 800	218 515	183 384
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	8 332 000	9 480 738	9 511 661
Excédent (déficit) de l'exercice	25	668 000	470 972	(404 756)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		27 207 077	27 611 833
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		27 207 077	27 611 833
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		27 678 049	27 207 077

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1 437 080	982 217
Débiteurs (note 5)	2 529 866	2 411 243
Prêts (note 6)	3 42 479	42 479
Placements de portefeuille (note 7)	4 256 996	261 801
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	
Autres actifs financiers (note 9)	7	
	8 3 266 421	3 697 740
PASSIFS		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	
Emprunts temporaires (note 10)	10 800 000	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11 2 376 096	771 709
Revenus reportés (note 12)	12 50 092	61 805
Dette à long terme (note 13)	13 7 821 684	8 199 796
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	
Autres passifs (note 14)	15	
	16 11 047 872	9 033 310
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17 (7 781 451)	(5 335 570)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 16)	18 34 959 397	32 124 610
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19 218 493	218 493
Stocks de fournitures	20 99 601	116 733
Autres actifs non financiers (note 18)	21 182 009	82 811
	22 35 459 500	32 542 647
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23 27 678 049	27 207 077
Obligations contractuelles (note 19)		
Droits contractuels (note 20)		
Passifs éventuels (note 21)		

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	668 000	470 972	(404 756)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	4 633 496)	(1 915 916)
Produit de cession	3		6 631	26 800
Amortissement	4		1 797 889	1 820 243
(Gain) perte sur cession	5		(5 811)	107 084
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 834 787)	38 211
Variation des propriétés destinées à la revente	9			22 468
Variation des stocks de fournitures	10		17 132	39 770
Variation des autres actifs non financiers	11		(99 198)	(29 840)
	12		(82 066)	32 398
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			(1)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	668 000	(2 445 881)	(334 148)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(5 335 570)	(5 001 422)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(5 335 570)	(5 001 422)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(7 781 451)	(5 335 570)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	470 972	(404 756)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	1 797 889	1 820 243
Autres			
▪ Gain sur cession d'immo	3	(5 811)	107 084
▪	4		(1)
	5	2 263 050	1 522 570
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(118 623)	406 570
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	1 604 387	105 511
Revenus reportés	9	(11 713)	(7 716)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		22 468
Stocks de fournitures	12	17 132	39 770
Autres actifs non financiers	13	(99 198)	(29 840)
	14	3 655 035	2 059 333
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 633 496)	(1 915 916)
Produit de cession	16	6 631	26 800
	17	(4 626 865)	(1 889 116)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(36 830)	36 830
Remboursement ou cession	19	11 681	21 188
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20))
Cession	21	29 954	21 681
	22	4 805	6 039
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	367 078	3 007 783
Remboursement de la dette à long terme	24	(765 782)	(2 194 949)
Variation nette des emprunts temporaires	25	800 000	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	20 592	(21 724)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	421 888	791 110
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(545 137)	967 366
Solde déjà établi	31	982 217	14 851
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	982 217	14 851
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	437 080	982 217

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières de l'organisme qui est sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas d'un partenariat. La ville participe au partenariat suivant : la Régie intermunicipale de l'aéroport Maniwaki Haute-Gatineau.

Les comptes de la ville et de l'autre organisme compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la Ville de Maniwaki dans les opérations de la Régie intermunicipale de l'aéroport Maniwaki Haute-Gatineau pour l'exercice est de 16,3090%.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression « Administration municipale » utilisée réfère à la Ville de Maniwaki excluant les organismes qu'elle contrôle.

De plus, la Ville est membre de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau, organisme régional composé de 17 municipalités.

Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville pour l'exercice est de 394 647\$ (343 283\$ en 2019).

La MRC de la Vallée-de-la-Gatineau a une dette à long terme au 31 décembre 2020 au montant de 10 849 715\$, de laquelle la quote-part de la Ville de Maniwaki représente 1 099 349\$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers**TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

La politique de la municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

PLACEMENTS

Les autres placement sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

b) Actifs non financiers

S.O.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Stocks

Les stocks sont évalués au coût, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures-----	15 et 40 ans
Bâtiments-----	40 ans
Véhicules-----	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau-----	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement-----	10 ans
Matériel informatique-----	5 ans

Les immobilisations en cours ne sont pas amorties.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

D) Passifs**Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du Fonds - Parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus

Les revenus de transfert en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	437 080	982 217
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	437 080	982 217
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	823 368	747 342
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 446 095	1 409 849
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14		281
Organismes municipaux	15	228 098	107 119
Autres			
▪	16		450
▪	17	32 305	146 202
	18	2 529 866	2 411 243
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	838 499	1 024 883
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	838 499	1 024 883
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23		

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24	42 479	42 479
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28	42 479	42 479
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	56 996	61 801
Autres placements	31	200 000	200 000
	32	256 996	261 801
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	200 000	200 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	160 683	138 615
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	9 252	8 756
	43	169 935	147 371

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La municipalité bénéficie d'une marge de crédit institutionnelle de 1 500 000\$ qui porte intérêt au taux préférentiel.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	1 870 566	507 327
Salaires et avantages sociaux	48	177 383	228 812
Dépôts et retenues de garantie	49	319 857	22 996
Provision pour contestations d'évaluation	50	4 670	
Autres			
▪ TPS	51	623	4 811
▪ TVQ	52	1 243	5 837
▪	53	1 754	1 926
▪	54		
▪	55		
	56	2 376 096	771 709

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	1 892	1 892
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪	67	48 200	59 913
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	50 092	61 805

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	2,80	2016	2036	72	7 168 050	7 895 400
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres	2,84	3,67	2019	2030	79	696 078	367 432
					80	7 864 128	8 262 832
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(42 444)	(63 036)
					82	7 821 684	8 199 796

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		745 066		66 102	811 168
2022	84		763 918		68 153	832 071
2023	85		782 233		70 272	852 505
2024	86		642 249		72 464	714 713
2025	87		656 964		74 728	731 692
2026 et plus	88		3 577 620		344 359	3 921 979
	89		7 168 050		696 078	7 864 128
Intérêts et frais accessoires	90			()	()	()
	91		7 168 050		696 078	7 864 128

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(6 942 952)	(4 310 687)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 (	838 499)	(1 024 883)
	102	(7 781 451)	(5 335 570)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103				
Eaux usées	104				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	14 765 205	216 690		14 981 895
Autres					
▪	106	35 756 063	323 432		36 079 495
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	6 370 036	3 359 897		9 729 933
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	3 737 216	507 317	176 737	4 067 796
Ameublement et équipement de bureau	112	812 565	43 125		855 690
Machinerie, outillage et équipement divers	113	1 614 578	307 804	20 608	1 901 774
Terrains	114	452 107	20 189		472 296
Autres	115				
	116	63 507 770	4 778 454	197 345	68 088 879
Immobilisations en cours	117	686 071	(144 958)		541 113
	118	64 193 841	4 633 496	197 345	68 629 992
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119				
Eaux usées	120				
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	8 436 976	416 546		8 853 522
Autres					
▪	122	16 845 789	876 684		17 722 473
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	3 193 926	256 376		3 450 302
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	1 644 914	153 887	176 060	1 622 741
Ameublement et équipement de bureau	128	764 767	28 169		792 936
Machinerie, outillage et équipement divers	129	1 148 730	66 227	20 465	1 194 492
Autres	130	34 129			34 129
	131	32 069 231	1 797 889	196 525	33 670 595
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	32 124 610			34 959 397
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	52 725	52 725
Immeubles industriels municipaux	137	149 085	149 085
Autres	138	16 683	16 683
	139	218 493	218 493
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	218 493	218 493

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪	142	182 009	82 811
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	182 009	82 811

Note**19. Obligations contractuelles****Contrats de services**

La ville a signé des contrats pour la location d'ordinateurs, de véhicules, de serveur et de photocopieur, la location de terrains, le soutien de logiciels, les services de collectes des ordures et du recyclage et autres. Ces contrats représentent des engagements financiers de 450 488\$ pour 2021, 98 120\$ pour 2022, 63 853\$ pour 2023, 42 639\$ pour 2024, 42 674\$ pour 2025 suivantes, le tout totalisant 697 774\$.

Participation au déficit d'organismes municipaux

L'engagement prévu relatif à la participation de la ville au déficit d'organismes municipaux totalise 123 355 \$ pour l'exercice 2020 et se répartit ainsi :

Office municipal d'habitation de Maniwaki----- 55 959 \$
 Régie intermunicipale de l'aéroport----- 54 212 \$

Frais de fermeture d'un dépotoir

La Ville de Maniwaki s'est engagée, avec plusieurs autres municipalités, à assumer sa quote-part des frais reliés à la fermeture du dépotoir. Au 31 décembre 2020, la Ville de Maniwaki présentait un surplus important dans le fonds de fermeture du dépotoir. La direction n'estime donc pas être tenue à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

déboursier des frais additionnels dans le futur. Conséquemment, aucune provision n'a été comptabilisée à cet effet.

20. Droits contractuels

Dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 1 976 873\$ à la municipalité pour des travaux admissibles. La municipalité doit également investir 961 000\$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 0\$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 1 976 873\$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
148			

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

Au 31 décembre 2020, trois contribuables ont entamés des procédures judiciaires envers la Ville de Maniwaki en lien avec des dommages causés par des bris d'aqueduc et des refoulements d'égouts survenus en novembre 2019 et un autre contribuable réclame une somme suite à une demande d'expropriation. Les montants en cause totalisent 79 835\$. Il est pour l'instant impossible de déterminer l'issue de deux de ces litiges et donc aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers de la municipalité pour ceux-ci. Un des litiges s'est réglé hors cours pour la somme de 32 500\$ payée par les assurances. La Ville a une franchise de 5 000\$ à payer en lien avec ce règlement de litige. Un autre litige a été réglé hors cours pour un montant de 5 000\$. Les montants en cause restant sont donc de 42 335\$.

D) Autres

Contestations d'évaluations

Au 31 décembre 2017, un contribuable a procédé à la contestation de son évaluation municipale. Il est impossible pour l'instant de déterminer avec certitude le montant des taxes municipales qui pourraient être remboursables. Par conséquent, aucune provision n'a été prise à cet effet dans les états financiers. Dans l'éventualité où le tribunal administratif du Québec donnerait raison au contribuable, le remboursement des taxes et des intérêts courus serait comptabilisé en réduction des revenus de taxes ou comme frais de financement, selon qu'il s'agit d'un remboursement de taxes proprement dit ou du paiement des intérêts courus.

22. Actifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs nets comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et le budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26 Opérations entre apparentés

La Ville de Maniwaki contribue financièrement et en ressources matérielles à de nombreux organismes sans but lucratif situés sur son territoire. La municipalité est apparentée à certains de ces organismes par le fait que certains membres de son conseil municipal ou leurs proches parents siègent également sur le conseil d'administration de ces organismes.

Les montants en cause ne sont pas matériels ou les opérations sont conclues dans le cours normal des activités de l'organisme ou à des valeurs égales à celles qui auraient été établies même si les parties n'avaient pas été des apparentés.

27 Événements postérieurs à la date du bilan

Dans le procès verbal du 19 juillet 2021, la Ville a adopté un règlement d'emprunt décrétant une dépense et un emprunt au montant de 9 616 000\$ et que celui-ci a été autorisé par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. La Ville réalisera des travaux de construction, de remplacement et de désaffectation des réseaux d'égout.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020		Total consolidé
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus							
Fonctionnement							
1 Taxes	5 359 631	5 642 000	5 530 926			5 530 926	
2 Compensations tenant lieu de taxes	638 235	752 000	688 282			688 282	
3 Quotes-parts					54 346		
4 Transferts	1 619 670	1 616 000	2 518 204		2 698	2 520 902	
5 Services rendus	1 065 324	770 000	693 811		34 955	728 766	
6 Imposition de droits	163 949	80 000	106 306			106 306	
7 Amendes et pénalités	39 137	40 000	43 079			43 079	
8 Revenus de placements de portefeuille							
9 Autres revenus d'intérêts	118 666	100 000	100 716			100 716	
10 Autres revenus	(121 446)		9 845		3 692	13 537	
11 Effet net des opérations de restructuration							
12	8 883 166	9 000 000	9 691 169		95 691	9 732 514	
Investissement							
13 Taxes							
14 Quotes-parts							
15 Transferts	170 024		216 407		2 789	219 196	
16 Imposition de droits							
17 Autres revenus							
18 Contributions des promoteurs							
19 Autres							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux							
20	170 024		216 407		2 789	219 196	
21	9 053 190	9 000 000	9 907 576		98 480	9 951 710	
Charges							
22 Administration générale	1 550 691	1 634 600	1 641 385		60 175	1 701 560	
23 Sécurité publique	882 070	982 900	1 011 857		87 753	1 099 610	
24 Transport	1 438 959	1 448 500	1 257 843		532 164	1 824 137	
25 Hygiène du milieu	1 781 643	2 119 200	2 011 438		818 729	2 830 167	
26 Santé et bien-être	69 429	81 500	55 959			55 959	
27 Aménagement, urbanisme et développement	271 740	233 300	176 518		78 499	255 017	
28 Loisirs et culture	1 501 075	1 676 200	1 302 645		193 128	1 495 773	
29 Réseau d'électricité							
30 Frais de financement	176 225	155 800	211 828		6 687	218 515	
31 Effet net des opérations de restructuration							
32 Amortissement des immobilisations	1 791 362		1 770 448	(1 770 448)			
33	9 463 194	8 332 000	9 439 921		95 163	9 480 738	
34	(410 004)	668 000	467 655		3 317	470 972	
Excédent (déficit) de l'exercice							

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Réalizations 2019		Budget 2020		Réalizations 2020		Total consolidé'
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(410 004)	668 000	467 655	3 317	470 972	
Moins : revenus d'investissement	2	(170 024)	()	216 407	(2 789)	(219 196)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(580 028)	668 000	251 248	528	251 776	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	1 791 362		1 770 448	27 441	1 797 889	
Produit de cession	5	26 800		6 631		6 631	
(Gain) perte sur cession	6	107 084		(6 631)	820	(5 811)	
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	1 925 246		1 770 448	28 261	1 798 709	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	22 468					
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11	22 468					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12	21 188		11 681		11 681	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	21 681		29 954		29 954	
	15	42 869		41 635		41 635	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	448 205	(572 000)	569 194	10 204	(579 398)	
	18	(448 205)	(572 000)	(569 194)	(10 204)	(579 398)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(718 290)	996 000	1 179 664	16 457	1 196 121	
Excédent (déficit) accumulé	20						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	209 190	900 000	896 787		896 787	
Excédent de fonctionnement affecté	22						
Réserves financières et fonds réservés	23						
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	24						
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	25	(509 100)	(96 000)	(282 877)	(16 457)	(299 334)	
	26	1 033 278	(668 000)	960 012	1 600	961 612	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	453 250		1 211 260	2 128	1 213 388	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
 EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		Total consolidé'
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	170 024	216 407	2 789	219 196
CONCLINATION A DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2 (	217 757)	244 933 )	(	244 933)
Sécurité publique	3 (	309 442)	571 218 )	(	571 218)
Transport	4 (	1 021 452)	365 068)	19 246)	384 314)
Hygiène du milieu	5 (	91 593)	118 453 )	(	118 453)
Santé et bien-être	6 ())	()
Amenagement, urbanisme et développement	7 ())	()
Loisirs et culture	8 (	268 904)	3 314 578 )	(	3 314 578)
Réseau d'électricité	9 ())	()
	10 (	1 909 148)	4 614 250)	19 246)	4 633 496)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11 ())	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Emission ou acquisition	12 (	36 830)	36 830 )	(	36 830)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 673 759	367 078		367 078
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	718 290	1 179 664	16 457	1 196 121
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17		166 470		166 470
	18	718 290	1 346 134	16 457	1 362 591
	19	446 071	(2 937 868)	(2 789)	(2 940 657)
	20	616 095	(2 721 461)		(2 721 461)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.					

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
 AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2019		2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	954 314	404 837		32 243	437 080
Débiteurs (note 5)	2 340 569	2 478 497		51 369	2 529 866
Prêts (note 6)	42 479	42 479			42 479
Placements de portefeuille (note 7)	261 801	256 996			256 996
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
Autres actifs financiers (note 9)					
	3 599 163	3 182 809		83 612	3 266 421
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)					
Emprunts temporaires (note 10)		800 000			800 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	767 822	2 372 247		3 849	2 376 096
Revenus reportés (note 12)	61 805	50 092			50 092
Dettes à long terme (note 13)	7 911 489	7 563 642		258 042	7 821 684
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)					
Autres passifs (note 14)					
	8 741 116	10 785 981		261 891	11 047 872
	(5 141 953)	(7 603 172)		(178 279)	(7 781 451)
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)					
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	31 400 480	34 244 282		715 115	34 959 397
Propriétés destinées à la revente (note 17)	218 493	218 493			218 493
Stocks de fournitures	108 903	95 326		4 275	99 601
Autres actifs non financiers (note 18)	80 971	179 619		2 390	182 009
	31 808 847	34 737 720		721 780	35 459 500
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 053 799	1 414 058		27 819	1 441 877
Excédent de fonctionnement affecté	1 109 545	1 063 759		16 309	1 080 068
Réserves financières et fonds réservés	300 000	133 531			133 531
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir					
Financement des investissements en cours	(507 699)	(3 229 163)			(3 229 163)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24 711 249	27 752 363		499 373	28 251 736
Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
	26 666 894	27 134 548		543 501	27 678 049
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Rémunération	1	2 987 600	2 820 942	2 837 936	2 716 882
Charges sociales	2	713 100	682 985	685 350	607 391
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	3 801 500	3 307 178	3 348 854	3 552 872
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	147 800	184 673	190 009	158 417
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9			886	886
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	8 000	27 155	27 620	24 081
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	376 000	394 647	394 647	343 283
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	153 100	132 205	77 859	89 846
Amortissement des immobilisations	17		1 770 448	1 797 889	1 820 243
Autres					
▪	18	144 900	119 688	119 688	197 760
▪	19				
▪	20				
	21	8 332 000	9 439 921	9 480 738	9 511 661

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 441 877	1 095 797
Excédent de fonctionnement affecté	1 080 068	1 109 545
Réserves financières et fonds réservés	133 531	300 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	()	()
Financement des investissements en cours	(3 229 163)	(507 699)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28 251 736	25 209 434
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	27 678 049	27 207 077
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	1 414 058	1 053 799
Organismes contrôlés et partenariats ¹	27 819	41 998
	1 441 877	1 095 797
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Fonds dépotatoire	212 759	209 545
▪ Budget	851 000	900 000
▪ Projet de réno de l'aérogare	16 309	
▪		
▪		
▪		
▪		
▪		
▪		
▪		
	1 080 068	1 109 545
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪		
▪		
▪		
	1 080 068	1 109 545

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	133 531
Organismes contrôlés et partenariats	38	300 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement		
Fonds local de solidarité		
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	133 531
	48	300 000
	48	133 531
		300 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

	2020	2019
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Autres	52 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
<hr/>		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
-	58 ()(
-	59 ()(
<hr/>		
	60 ()(
<hr/>		
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	65 ()(
Autres		
-	66 ()(
-	67 ()(
<hr/>		
	68 ()(
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
-	72 ()(
-	73 ()(
<hr/>		
	74 ()(
<hr/>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
<hr/>		
	80	
<hr/>		
	81 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 (3 229 163)	(507 699)
	84 (3 229 163)	(507 699)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 34 959 397	32 124 610
Propriétés destinées à la revente	86 218 493	218 493
Prêts	87 42 479	42 479
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 56 996	61 801
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 35 277 365	32 447 383
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 35 277 365	32 447 383
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (7 821 684)	(8 199 796)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (42 444)	(63 036)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 838 499	1 024 883
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (7 025 629)	(7 237 949)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (7 025 629)	(7 237 949)
	101 28 251 736	25 209 434

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()	()
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()	()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32		
Rendement espéré des actifs	33	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34		
Charge de l'exercice	35		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 () ()		
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite simplifié des employés de la Ville de Maniwaki est entré en vigueur le 1er janvier 1985. L'objectif du régime consiste à fournir, aux employés qui prennent leur retraite, des prestations viagères en reconnaissance de leurs services. Ce régime est un régime à cotisations déterminées, de type contributif, et vise tous les employés. Le participant et l'employeur sont tenus de verser une cotisation correspondante à 7,25% chacun du salaire régulier. Ces sommes sont versées régulièrement dans un compte distinct établi pour chaque participant chez Desjardins Sécurité Financière.

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 107		
Régime de retraite par financement salarial 108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 109		
Autres régimes 110	160 683	138 615
111	160 683	138 615

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 1

Description des régimes et autres renseignements

Le participant peut, de façon volontaire, verser une cotisation dans un REER collectif. Aucune cotisation salariale n'est prévue. Les sommes sont versées régulièrement dans un compte distinct établi pour chaque participant chez Desjardins Sécurité Financière. De plus, après entente avec un employé, l'employeur peut verser une somme dans un REER individuel dans l'institution de son choix.

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 113		
Régime de retraite simplifié 114		
REER 115		
Autres régimes 116		
117		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 118	1	1

Description du régime

Le régime de retraite des élus municipaux est entré en vigueur le 1er janvier 2019. Seul le maire peut y participer. Le taux de cotisation est égal à 6,15 %

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

du salaire admissible. Le salaire admissible comprend la rémunération, y compris celle sous forme de jetons de présence, reçue à titre de membre :

- du conseil d'une municipalité;
- d'un organisme supramunicipal;
- d'un organisme mandataire de la municipalité.

Les allocations de dépenses et les allocations de fin d'emploi sont exclues. La contribution de la municipalité, de l'organisme supramunicipal ou de l'organisme mandataire de la municipalité est égale au total des cotisations des élus × 337 %.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	2 745	2 598
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	9 252	8 756
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121		
	122	9 252	8 756

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
	Taxes générales			
	Taxe foncière générale	1	3 237 936	3 237 936
	Taxes spéciales			
	Service de la dette	2		
	Activités de fonctionnement	3		
	Activités d'investissement	4		
	Taxes de secteur			
	Taxes spéciales			
	Service de la dette	5		
	Activités de fonctionnement	6		
	Activités d'investissement	7		
	Autres	8		
		9	3 237 936	3 237 936
			3 237 936	3 026 285
SUR UNE AUTRE BASE				
	Taxes, compensations et tarification			
	Services municipaux			
	Eau	10	769 633	769 633
	Égout	11	639 624	639 624
	Traitement des eaux usées	12		
	Matières résiduelles	13	731 454	731 454
	Autres			
	▪	14		
	▪	15		
	▪	16		
	Centres d'urgence 9-1-1	17	27 054	27 054
	Service de la dette	18		
	Pouvoir général de taxation	19		
	Activités de fonctionnement	20		
	Activités d'investissement	21		
		22	2 167 765	2 167 765
	Taxes d'affaires			
	Sur l'ensemble de la valeur locative	23	125 225	125 225
	Autres	24		2 700
		25	125 225	171 793
		26	2 292 990	2 292 990
		27	5 530 926	5 359 631

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	44 719	44 719	40 811
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	3 018	3 018	2 958
Taxes d'affaires	30	11 050	11 050	13 993
Compensations pour les terres publiques	31	3 485	3 485	3 266
	32	62 272	62 272	61 028
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	284 040	284 040	237 723
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	341 970	341 970	339 484
	36	626 010	626 010	577 207
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	688 282	688 282	638 235
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	688 282	688 282	638 235

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	952 851	952 851	65 313
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	16 045	16 045	
Sécurité civile	56	26 022	26 022	40 000
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	85 000	85 000	
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65		2 698	10 130
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	5 438	5 438	
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	20 837	20 837	23 633
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75	78 479	78 479	143 905
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
	Logement social	80		
	Sécurité du revenu	81		
	Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	83		
	Rénovation urbaine	84		
	Promotion et développement économique	85		
	Autres	86		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	87	12 191	12 191
	Activités culturelles			147 348
	Bibliothèques	88	1 000	1 000
	Autres	89		
	Réseau d'électricité	90		
		91	1 197 863	1 200 561
				430 329

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18 19 20

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES**

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	3 437 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	3 437 000
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	788 000
Égout	11	653 000
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	839 000
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	2 280 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	90 000
Autres	24	3 000
	25	93 000
	26	2 373 000
	27	5 810 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	42 500
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	3 000
Taxes d'affaires	3	6 000
Compensations pour les terres publiques	4	4 000
	5	55 500
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	315 000
Cégeps et universités	7	378 000
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	693 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	748 500
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	748 500

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<i>Non audité</i>	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
1		x	/100 \$				
	Taxe foncière générale (taux unique)						
2		141 770 170 x	1,2795 /100 \$				
3	Résiduelle (résidentielle et autres)	20 798 595 x	1,6162 /100 \$				
4	Immeubles de 6 logements ou plus	61 316 735 x	1,7836 /100 \$				
5	Immeubles non résidentiels	7 613 400 x	2,3776 /100 \$				
	Immeubles industriels						
	Terrains vagues desservis						
6	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$				
7	Autres	1 462 500 x	2,5590 /100 \$				
8	Immeubles agricoles	132 400 x	1,2795 /100 \$				
9	Total		3 464 084	(27 084)			3 437 000
Taxes spéciales							
10	Service de la dette (taux unique)	x	/100 \$				
	Service de la dette (taux variés)						
11	Résiduelle (résidentielle et autres)	x	/100 \$				
12	Immeubles de 6 logements ou plus	x	/100 \$				
13	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$				
14	Immeubles industriels	x	/100 \$				
	Terrains vagues desservis						
15	Immeubles non résidentiels	x	/100 \$				
16	Autres	x	/100 \$				
17	Immeubles agricoles	x	/100 \$				
18	Total			()			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
	19	X	/100 \$				
Activités de fonctionnement (taux unique)							
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	X	/100 \$				
Immeubles de 6 logements ou plus	21	X	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	22	X	/100 \$				
Immeubles industriels	23	X	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	24	X	/100 \$				
Autres	25	X	/100 \$				
Immeubles agricoles	26	X	/100 \$				
Total	27						
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	28	X	/100 \$				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	X	/100 \$				
Immeubles de 6 logements ou plus	30	X	/100 \$				
Immeubles non résidentiels	31	X	/100 \$				
Immeubles industriels	32	X	/100 \$				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	33	X	/100 \$				
Autres	34	X	/100 \$				
Immeubles agricoles	35	X	/100 \$				
Total	36						
Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37		7 200 000 x 1,2500 %				90 000
							90 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<u>310,00</u> \$
Égout	2	<u>265,00</u> \$
Eau et égout	3	<u> </u> \$
Traitement des eaux usées	4	<u> </u> \$
Matières résiduelles	5	<u>295,00</u> \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
EAU, COMMERCES ET INDUSTRIES	4,0000	7 - autres (préciser)	DU 1 000 GALLONS
EAU, COMMERCES ET INDUSTRIES		4 - tarif fixe (compensation)	VARIABLE
EGOUT, COMMERCES ET INDUSTRIES	3,0000	7 - autres (préciser)	DU 1 000 GALLONS
EGOUT, COMMERCES ET INDUSTRIES		4 - tarif fixe (compensation)	VARIABLE
DECHETS, COMMERCES ET INDUSTRIES		4 - tarif fixe (compensation)	VARIABLE
RECYCLAGE, COMMERCES ET INDUSTRIES		4 - tarif fixe (compensation)	VARIABLE

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	5 810 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>31 037</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	93 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	390 297
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>5 326 703</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	<u>233 093 800</u>
--	----	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<u>2,2852 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 085 139	181 016		37 426	336 068	1 694
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	499 703	45 000			258 700	737
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6	72 000	18 000				
Autres	7	3 000					
	8	1 659 842	244 016		37 426	594 768	2 431

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATEGORIES D'IMMEUBLES (suite)
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Résiduelle		Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences		Autres
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	1	1 795 657		3 437 000
De secteur	2			
Autres	3			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	4			
Autres	5	1 475 860		2 280 000
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	6			90 000
Autres	7			3 000
	8	3 271 517		5 810 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	1 705 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-14	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	11 751 000 \$	
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	674 000 \$	
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	170 000 \$	
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	851 000 \$	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, DINAH MÉNARD, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Maniwaki pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 20 septembre 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Maniwaki.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Maniwaki consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Maniwaki détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-09-09 15:09:11

Date de transmission au Ministère :

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
	Conduites d'eau potable	1		10 433
	Usines de traitement de l'eau potable	2		
	Usines et bassins d'épuration	3		
	Conduites d'égout	4	39 596	39 596
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		81 160
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	216 690	216 690
	Ponts, tunnels et viaducs	7		613 415
	Systèmes d'éclairage des rues	8		
	Aires de stationnement	9		
	Parcs et terrains de jeux	10	92 309	92 309
	Autres infrastructures	11		522
	Réseau d'électricité	12		
Bâtiments				
	Édifices administratifs	13		
	Édifices communautaires et récréatifs	14	3 329 678	3 329 678
	Améliorations locatives	15		266 944
Véhicules				
	Véhicules de transport en commun	16		
	Autres	17	497 369	507 317
	Ameublement et équipement de bureau	18	9 198	9 198
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	409 222	417 998
	Terrains	20	20 188	20 188
	Autres	21		
		22	4 614 250	4 633 496
				1 915 916

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
	Conduites d'eau potable	23		10 433
	Usines de traitement de l'eau potable	24		
	Usines et bassins d'épuration	25		
	Conduites d'égout	26	39 596	39 596
	Autres infrastructures	27	308 999	309 521
				772 408
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
	Conduites d'eau potable	28		
	Usines de traitement de l'eau potable	29		
	Usines et bassins d'épuration	30		
	Conduites d'égout	31		
	Autres infrastructures	32		
	Autres immobilisations	33	4 265 655	4 284 379
		34	4 614 250	4 633 496
				1 051 915
				1 915 916

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	7 237 949	367 078	579 398	7 025 629
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	7 237 949	367 078	579 398	7 025 629
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	1 024 883		186 384	838 499
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	1 024 883		186 384	838 499
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	1 024 883		186 384	838 499
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	1 024 883		186 384	838 499
	19	8 262 832	367 078	765 782	7 864 128
Dette en cours de refinancement	20 ()			()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	8 262 832	367 078	765 782	7 864 128

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	7 563 642
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	3 229 163
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	795 093
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	9 997 712
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	215 744
Endettement net à long terme	17	10 213 456
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	1 099 349
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	11 312 805
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	11 312 805
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019	
Administration générale					
	Grefe et application de la loi	1			
	Évaluation	2	63 022	63 022	60 346
	Autres	3	120 970	120 970	102 567
Sécurité publique					
	Police	4			
	Sécurité incendie	5			
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
Transport					
	Réseau routier	8			
	Transport collectif	9	18 925	18 925	18 335
	Autres	10			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11			
	Matières résiduelles	12	94 073	94 073	53 721
	Cours d'eau	13			
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15			
Santé et bien-être					
	Logement social	16			
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	49 673	49 673	66 900
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20			
	Autres	21			
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22			
	Activités culturelles	23	47 984	47 984	41 414
Réseau d'électricité					
		24			
		25	394 647	394 647	343 283

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 614 250	1 909 148
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 614 250	1 909 148

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	Effectifs personnes/année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale						
1 Cadres et contremaîtres	15,00	40,00	27 890,00	986 147	296 046	1 282 193
2 Professionnels	9,00	15,00	3 673,00	61 049	7 469	68 518
3 Cols blancs	5,00	35,00	8 582,00	228 529	58 704	287 233
4 Cols bleus	25,00	40,00	42 637,00	1 148 246	264 404	1 412 650
5 Policiers						
6 Pompiers	34,00	5,00	8 156,00	232 362	31 634	263 996
7 Conducteurs et opérateurs (transport en commun)						
8 Élus	88,00		90 938,00	2 656 333	658 257	3 314 590
9	7,00			164 609	24 728	189 337
10	95,00			2 820 942	682 985	3 503 927

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Gouvernement du Québec		Gouvernement	ARTM/MRC/	Total
	Fonctionnement	Investissement	du Canada			Municipalités/ Communautés métropolitaines
Transport en commun					
Eau et égout					
11 Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
12 Réseau de distribution de l'eau potable					
13 Traitement des eaux usées					
14 Réseaux d'égout					
15 Autres					
16	2 518 204	216 407	216 407		2 734 611
17	2 518 204	216 407	216 407		2 734 611

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	27 155	7 192
	4	27 155	7 192
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	9 922	6 268
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	9 922	6 268
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	45 095	30 149
Enlèvement de la neige	11		4 924
Autres	12		3 134
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	45 095	38 207
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	45 865	45 710
Réseau de distribution de l'eau potable	17	50 883	41 479
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	32 908	37 369
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	129 656	124 558
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	211 828	176 225

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mairesse	Maire	44 629	17 715		
Conseiller 1	Conseiller	11 528	5 764		
Conseiller 2	Conseiller	13 693	6 847		
Conseiller 3	Conseiller	11 528	5 764		
Conseiller 4	Conseiller	11 528	5 764		
Conseiller 5	Conseiller	10 735	5 367		
Conseiller 6	Conseiller	12 900	6 450		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | |
|----|---|---|--------------------------|---------------------------------------|
| 1. | Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | | 300 000 \$ |
| 2. | L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 <input checked="" type="checkbox"/> |
| | | | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | |
|----|---|---|--------------------------|---------------------------------------|
| 3. | La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 <input checked="" type="checkbox"/> |
| | Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | \$ | |

- | | | | | |
|----|--|---|--------------------------|---------------------------------------|
| 4. | La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 <input checked="" type="checkbox"/> |
|----|--|---|--------------------------|---------------------------------------|

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	\$
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	\$
Ligne 13 : Débiteurs	15	\$
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	\$
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	\$
Ligne 18 : Créanciers et charges à payer	18	\$
Ligne 19 : Revenus reportés	19	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.

20 21

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020

22 _____ \$

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

23 24

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020

25 _____ \$

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

26 27

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020

28 _____ \$

d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

29 30

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020

31 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

32 33

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

34 35

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36 37

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020

38 _____ \$

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

39 40

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020

41 _____ \$

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

42 43

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes

44 _____ \$

b) autres formes d'aide

45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
 - Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* ? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 59 _____
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien
- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) : 64 _____
- a causé sa mort

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)

68 _____

- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ville de Maniwaki | 83065 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Au trésorier de la VILLE DE MANIWAKI,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE MANIWAKI (ci-après la « ville / municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la VILLE DE MANIWAKI de répondre aux exigences de [l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la VILLE DE MANIWAKI.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la VILLE DE MANIWAKI;

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.



LANGÉVIN GRONDIN, CPA INC.

PAR MARIE-CLAUDE GRONDIN, CPA AUDITEUR, CA

Maniwaki, le 14 septembre 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	5 530 926
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>51 033</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	4 442
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	125 225
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	331 306
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	27 054
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>5 051 783</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	231 598 700
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>231 405 100</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>231 501 900</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>2,1822 / 100 \$</u>
--	----	-------------------------------